

*Affaires courantes*

aux réformes audacieuses et innovatrices qu'appliquent les dirigeants soviétiques.

Mercredi dernier, à Moscou, j'ai assisté avec le premier ministre Ryzhkov à l'inauguration d'une organisation, le Conseil commercial Canada-URSS, qui contribuera considérablement à asseoir notre nouvelle relation politique et à renforcer nos liens commerciaux bilatéraux.

Il regroupe presque toutes les principales firmes canadiennes qui ont présentement ou qui pourraient avoir prochainement d'importants intérêts commerciaux en Union soviétique, et est coprésidé par Albert Reichman, président d'Olympia and York, et Alexei Malkevitch, président de la Chambre de commerce en Union soviétique.

[Français]

La délégation des gens d'affaires canadiens qui se trouvait en Union soviétique pendant ma visite comptait à peu près 240 personnes. Certains d'entre eux y ont signé des ententes portant sur des investissements directs, la formation de coentreprises ou l'acquisition d'intérêts financiers dans des entreprises déjà existantes.

Ces accords commerciaux, dont la valeur globale est d'un milliard de dollars ou plus, sont un élément extrêmement important dans nos efforts pour édifier une nouvelle relation entre le Canada et l'Union soviétique.

Le Président Gorbatchev nous a bien fait comprendre que l'Union soviétique ne cherchait pas à obtenir une aide directe de l'Ouest.

Ce que veut l'Union soviétique, c'est établir avec le Canada des relations politiques, économiques et technologiques qui soient à la fois axées sur la coopération et mutuellement profitables. Elle souhaite ce genre de relations avec nous à cause de nombreuses similitudes qui existent entre nos deux pays et de l'expérience que nous avons au Canada d'un bon nombre de problèmes auxquels l'Union soviétique cherche maintenant, quotidiennement et très sérieusement, des solutions.

[Traduction]

Quant à nous, monsieur le Président, notre objectif en nous rendant en Union soviétique était d'établir avec le Président Gorbatchev et ses collègues une relation de confiance à tous les niveaux, de réagir de façon constructive aux efforts qu'il déploie pour susciter des changements historiques en Union soviétique et pour donner un nouvel élan aux relations entre nos deux pays.

J'espère également que nous avons contribué, ensemble, à l'avènement d'une paix internationale plus durable,

ce qui est le plus bel héritage que nous puissions laisser à nos enfants.

**Des voix: Bravo!**

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, les événements qui se produisent en Union Soviétique et en Europe de l'Est à l'heure actuelle figurent vraisemblablement parmi les plus importants et réflètent les changements les plus cataclysmiques à se produire dans les affaires humaines depuis la dernière guerre mondiale, sinon depuis la révolution bolchevique elle-même.

Des millions et des millions de Polonais, de Tchécoslovaques, de Hongrois, de Russes, d'Allemands de l'Est, de Bulgares, de Lettons, d'Estoniens, d'Ukrainiens et de Lithuaniens réclament la liberté et la démocratie et ils sont en train de les obtenir.

Le désir de liberté est imprévisible et en fin de compte irrésistible. Des régimes totalitaires s'effondrent à un rythme effarant. Ils sont écartés sans ménagement dans ce balayage historique. L'aspect le plus remarquable des événements dramatiques qui nous entourent et dont nous sommes témoins tous les soirs à la télévision tient au fait que cette évolution populaire s'accomplit sans violence.

Les diplomates n'ont plus leur raison d'être; les spécialistes, vrais et faux, sont dans l'incapacité d'expliquer les événements actuels. Bien peu les avaient prédits. Les analystes en matière de politique étrangère, si habitués qu'ils sont à envisager le monde du point de vue des superpuissances, en sont renversés. Les dirigeants et les élites sont écartés du pouvoir. Les citoyens les foulent aux pieds. La démolition du Mur de Berlin n'est que le symbole le plus tangible de cette volonté de liberté.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement de notre pays n'a pas su comprendre le désir de liberté qui explose et qui éclate maintenant, non seulement à Berlin, mais à presque tous les niveaux des pays du Bloc de l'Est. Pourtant, au moment même où l'Europe toute entière s'anime, où les Hongrois, les Polonais et les Tchécoslovaques descendent dans la rue pour discuter de ces questions et réclamer la liberté, nous, députés, n'avons pas même eu l'occasion d'examiner quelle devrait être notre réaction devant ces convulsions sans précédent qui secouent le monde.

Le premier ministre vient de signer un accord qui, selon lui, devrait inaugurer une nouvelle ère dans les relations canado-soviétiques. Pourtant, c'est le premier ministre lui-même qui, lors des dernières élections, avait fait inscrire à son programme électoral, comme principal élément de sa politique étrangère, la construction, au coût de milliards et de milliards de dollars, d'une flotte de